

le catalyseur

Lettre d'information de l'UIC Ile de France - N° 55 - OCTOBRE 2006



En cette période préélectorale, où tous les candidats sont prêts à repenser et à débattre des choix collectifs de façon transparente, nous avons choisi de mettre l'accent sur la proposition du MEDEF visant à changer "le modèle français" à bout de souffle, telle qu'elle figure dans le dossier Carte sur Table 2006.

Si le "modèle français" est en panne, c'est qu'on attend toujours plus du marché sans en accepter les contraintes, avec la conviction que l'Etat est le plus sûr moyen de fabriquer des revenus et des emplois.

Entre 1995 et 2005, les dépenses publiques en France ont augmenté deux fois plus que dans la zone Euro. Les résultats sont-ils meilleurs ?

Le PIB par tête n'augmente plus, l'emploi augmente moins vite sur fond d'un taux de chômage plus élevé et un taux d'activité plus bas. Les parts de marché diminuent. Et, 150 000 jeunes quittent chaque année le système éducatif sans diplôme ni qualification.

La France a décroché par incapacité à gérer les transitions. Notre modèle économique et social n'a pas empêché les fragilités et fractures, n'a pas fait face aux chocs pétroliers, à l'élargissement de l'Union Européenne, au vieillissement de la population et n'a pas su dégager de nouvelles priorités pour reconquérir la croissance et créer des emplois.

Il est urgent de choisir : ou bien préserver le mode de distribution nous paralysant ou prendre place dans la mondialisation en retrouvant le sens de l'effort, de la production, de l'innovation et en mettant la création de richesses au cœur du projet économique et social.

Gérald Lehmann
Délégué général

Concilier l'inconciliable

Les entrepreneurs rassemblés à l'Université d'été du MEDEF ont "concilié l'inconciliable" les 29, 30 et 31 Août derniers autour des grands défis auxquels nous devons faire face : mondialisation, demande énergétique, réchauffement de la planète, pollution, terrorisme international

Autant d'enjeux que la France, même avec ses atouts et ses talents ne peut relever seule. En revanche, souligne le Président BARROSO, invité à ouvrir les travaux de l'Université, "l'Europe constitue le levier suffisant, l'espace idéal". Mais "l'Europe doit se mobiliser pour continuer à faire la course en tête" en adoptant les réformes indispensables conciliant flexibilité et sécurité, compétition et cohésion, intérêt national et dimensions communautaires, diversité et unité.

Il n'y a pas de raison d'être pessimiste sur l'Europe si au préalable nous levons des malentendus, voire des paradoxes sur trois plans :

■ sur l'économie de marché d'abord, qui est soutenue par

74 % des Chinois et 36 % des Français !

■ sur la mondialisation ensuite qui est une réalité qu'il convient d'intégrer et non de combattre. Le Président de la Commission Européenne s'est dit "surpris par le décalage en France entre les perceptions de l'opinion publique et les faits. Car la France est un acteur majeur de la mondialisation. Ainsi, la France fait de la mondialisation depuis longtemps comme d'autres font de la prose sans le savoir".

■ sur l'évolution technologique enfin qui s'accélère et s'amplifie et que l'Europe doit impérativement accompagner.

Il n'y a pas de raison également d'avoir peur de l'Europe si nous avons le courage d'assumer les mutations nécessaires. Ainsi, sur l'emploi José Manuel BARROSO relève que "l'emploi à vie n'existe plus" de même "l'organisation du travail a changé" "le travail temporaire, les contrats à durée déterminée permettent aux entreprises de

s'adapter aux oscillations de la demande et de rester compétitives", toutefois, cet assouplissement du marché du travail doit "aller de pair avec un véritable effort d'accompagnement à la recherche d'emploi et de formation permanente tout au long du parcours professionnel." Ainsi, reprenant le concept de "flexsécurité" évoqué par Laurence PARISOT dans son discours introductif, José Manuel BARROSO précise qu'il convient d'aider les salariés à trouver un emploi et non de le garder en inventant des politiques qui tout à la fois protègent les personnes et répondent "aux attentes des entreprises qui ont besoin d'une main d'œuvre à la fois flexible et qualifiée."

En acceptant de concilier l'inconciliable, "base du métier d'entrepreneur" pour Carlos GHOSN, la France a tout ce qu'il faut pour réussir, à condition de savoir "écouter et d'y croire"

Gilles Le Maire
Directeur de la communication
UIC Ile-de-France

La CASU : une aide à la décision en situation d'urgence

L'INERIS a une longue tradition de soutien des pouvoirs publics dans la gestion de situations accidentelles qui s'intègre dans ses missions d'évaluation et de prévention des risques acci-

dentels ou chroniques ayant des conséquences pour l'homme et l'environnement.

Pour pouvoir répondre à des demandes de plus en plus nombreuses d'aide à la décision durant le déroulement d'un accident, une **Cellule d'Appui aux Situations d'Urgence (CASU)** a été créée le 15 avril 2003. Sa position au sein de l'INERIS et son mode d'organisation permettent de mobiliser un réseau de compétences et de délivrer en temps réel un avis d'expert lors du déroulement d'événements accidentels à caractère technologique.

Champs de compétence de la CASU

La CASU couvre toutes situations d'urgence présentant un danger à caractère technologique, non nucléaire et non biologique, pour l'homme et/ou pour l'environnement.

Les accidents se caractérisent par la gravité des conséquences et la cinétique des phénomènes en jeu dont va dépendre la mobilisation des moyens d'intervention nécessaires à la protection des populations ou de l'environnement. Le recours à la CASU peut se situer lors d'une ou des 3 phases suivantes : mise en place des premières mesures d'intervention, développement de l'accident lui-même et enfin en situation post accidentelle.

La CASU se positionne aussi en appui des dispositifs déjà en place dans le cas des transports de matières dangereuses (TRANSAID- protocole d'aide entre l'industrie chimique et les pouvoirs publics). Ses apports en expertise visent essentiellement des domaines spécifiques comme l'analyse des potentiels de risque ou l'évaluation des conséquences consécutives à un accident.

Mode de fonctionnement – une cellule opérationnelle 24h/24

La CASU, service d'appui à distance, est placée sous l'autorité du Directeur Général de l'INERIS. Elle peut mobiliser en priorité toute la capacité d'expertise de l'INERIS. Son action en mode réactif se concrétise sous forme d'avis technique s'appuyant sur les connaissances scientifiques de l'INERIS et sur les circonstances de l'accident.

Deux types d'intervention peuvent être fournis selon la complexité de la situation soit un appui simplifié disponible à tout moment, soit un appui concerté mobilisant les capacités d'analyse et de décision de l'INERIS.

L'alerte de la CASU ne se fait que par téléphone : **03 44 55 69 99** joignable 24h sur 24 et 7 jours sur 7.

Une réponse adaptée aux circonstances de l'accident

Après avoir cerné le contexte accidentel et les enjeux associés, la CASU engage la recherche d'éléments d'appréciation appropriés aux différentes prises de décision du demandeur.

Plusieurs champs d'intervention sont envisagés, la transmission d'informations sur la dangerosité de la (des) substance(s) en cause ou celles susceptibles de se former (produits de décom-

position,...), le recueil de renseignements sur des événements similaires antérieurs et sur la façon dont ils ont été gérés, une estimation des effets sur l'homme et une évaluation des risques liés à l'intervention. Le demandeur reçoit un avis technique adapté à ses préoccupations. La CASU ne se substitue pas aux acteurs locaux en charge de la gestion de l'accident. Ils conservent leur capacité de décision qui repose sur des choix déterminés localement.

Dans les premiers moments qui suivent la maîtrise de l'accident, l'industriel devra s'interroger sur les différents volets à investiguer pour bâtir une stratégie d'actions en fonction des effets pressentis ou connus. La CASU avec le potentiel de compétences de l'INERIS établirait dans l'urgence ce premier diagnostic qui guidera l'industriel sur les investigations les plus appropriés au contexte post accidentel.

Financement des interventions

Les moyens mobilisés dans les premières heures sont financés sur fonds publics. Au-delà, le financement est assuré par le responsable de la situation accidentelle.

Un système de convention ou de contrats spécifiques conclus entre les industriels et la CASU peut couvrir l'ensemble des interventions : la sollicitation lors d'accident réel, les exercices de mise en situation valant test des moyens de secours ou d'alerte et aussi le premier diagnostic des mesures d'investigation engagées pour gérer une situation post-accidentelle.

Contact : C. PELLIGAND
Tel : 03 44 55 62 58
Fax : 03 44 55 62 95
INERIS - BP 2
F-60550 Verneuil en Halatte

EMPLOI :

L'HIRONDELLE FAIT-ELLE LE PRINTEMPS ?

Pour une fois tous les indicateurs convergent. Le premier semestre 2006 marque une nette reprise de l'activité économique liée pour l'essentiel au dynamisme de la demande intérieure. L'emploi bénéficie d'autant plus de cette amélioration que les industriels très prudents dans la phase de stagnation ou de récession précédente se trouvent démunis des moyens humains nécessaires à leur croissance.

C'est ainsi qu'au 1^{er} trimestre on voit, après cinq ans de baisse, augmenter les effectifs de l'industrie francilienne de 0,6 % par rapport au trimestre précédent.

La chimie de notre région participe à cette embellie avec une progression de plus de 2 % due pour l'essentiel aux activités directement liées à la consommation (pharmacie, parfumerie, entretien). Autre signe de cette amélioration le placement plus rapide que les années précédentes des apprentis du CFA de la profession, l'AFI24.

Venant après une longue période de morosité et soutenue par une croissance mondiale bien orientée, la reprise de ce début d'année devrait se poursuivre au moins un an de plus et bénéficier à l'emploi. Au delà, il ne s'agit plus de conjoncture mais de compétitivité de l'industrie française sur laquelle on peut légitimement se poser des questions. C'est sur ce plan que doivent, avec l'aide des organisations professionnelles et du MEDEF, se battre les industriels afin que les pouvoirs publics favorisent la mise en place des meilleures conditions de leur développement si ce n'est de leur survie.

SNCF : un plan de formation sans précédent

La SNCF s'est engagée depuis de nombreuses années dans la définition et la mise en œuvre d'une politique volontariste de maîtrise de la sécurité des personnels et des biens. Elle a ainsi engagé des actions dans les domaines des achats, de l'évaluation du risque, de la traçabilité de l'exposition des agents, pour permettre de maîtriser au mieux les risques chimiques.

Cette année, une étape décisive va être franchie : pour soutenir ces actions, la SNCF a décidé de lancer au niveau national un programme de formation des personnels concernés par le risque chimique.

A la suite d'un appel d'offres, c'est l'AFPIC Formation et l'ensemble du réseau constitué par les organismes de la chimie qui ont été retenus pour mettre en œuvre ce plan. Environ 12000 agents seront donc formés de septembre 2006 à fin 2008.

La mise en œuvre du programme

Le dispositif de formation sera suivi et piloté par le comité de coordination "Risque Chimique" animé par le département prévention des risques professionnels et facteurs humains.

Les sessions sont programmées sur un rythme très soutenu : près de 1 200 directeurs centraux, régionaux et d'établissements ainsi que les présidents de CHSCT ont été informés en 4 séances du 12 au 15 Septembre 2006 à Paris, 600 préventeurs à former en 6 mois à compter

d'octobre 2006, jusqu'à 30 dirigeants d'unité ou dirigeants de proximité à former chaque jour à partir de fin 2006, et plusieurs centaines d'opérateurs à former chaque semaine à partir de fin 2006. Au total, ce sont 40 sessions qui sont programmées pour les différentes populations de préventeurs et près de 500 sessions pour les dirigeants d'unité et les dirigeants de proximité.

Un programme fédérateur

Ces sessions conçues par l'AFPIC Formation sont portées par l'ensemble du réseau constitué par les organismes de formation de la chimie. Elles seront déployées dans 17 villes en s'appuyant sur un réseau national unique d'environ 300 intervenants extérieurs animés par les organismes de formation régionaux auxquels s'ajoutent des partenariats ciblés, développés et entretenus par l'AFPIC Formation depuis sa création.

En cohérence avec sa stratégie "hors murs" l'AFPIC a notamment proposé à la SNCF une solution personnalisée en réponse à ses attentes, un accompagnement de qualité par des spécialistes, un dispositif adapté et des ressources suffisantes en volume pour permettre d'atteindre, dans les délais, les objectifs du programme : faire de chaque personne un acteur responsable face au risque chimique.

La mobilisation de tous et tout particulièrement l'implication du management de la SNCF permettra à ce programme d'atteindre son objectif : *partager une culture commune du risque chimique.*

La TGAP : une action positive

La TGAP (taxe générale sur les activités polluantes) est assise sur plusieurs facteurs : les déchets éliminés, les rubriques de classement des installations classées pour la protection de l'environnement, les émissions de polluants à l'atmosphère, les produits phytosanitaires mis sur le marché, les lubrifiants générant des huiles usagées, et quelques autres qui nous concernent moins.

Le problème

D'un côté, la TGAP sur les déchets est assise sur les tonnages de déchets éliminés par incinération, co-incinération, stockage, traitement physico-chimique ou biologique, ou, depuis le 1^{er} Janvier 2006 qui sont exportés pour être éliminés, (art 266 sexies du code des douanes). D'un autre côté, la nomenclature déchets concoctée au niveau européen et traduite en droit français dans le décret du 18 avril 2002 fait ressortir comme déchet, pour la chimie organique, les eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses.

Il n'en fallait pas moins pour qu'à partir de ces textes, le service des douanes en charge de la collecte de la TGAP ait tenté de soumettre à cette taxe les eaux usées issues d'un certain nombre de nos ateliers.

Une rapide enquête auprès de nos adhérents nous a montré que cette tentative, s'il elle aboutissait, se traduirait par une surcharge financière de plus de 1 milliard d'Euros par an. INSUPPORTABLE...

Les démarches

Avec l'UIC et en particulier son département commerce international interlocuteur "naturel" des douanes, nous avons

mené un certain nombre d'actions pour que les effluents aqueux que nous produisons ne puissent être taxés.

Le fait générateur de la taxe est la réception des déchets dans un centre de traitement. Pour sortir du problème nous avons deux possibilités : soit faire reconnaître que les effluents aqueux ne sont pas des déchets, soit faire reconnaître que les stations d'épuration qui traitent nos effluents ne peuvent être considérées comme "installation de traitement physico-chimique ou biologique de déchets."

Dans les deux cas nous devons intervenir auprès du MINEFI dont dépend la Direction générale des douanes et auprès du MEDD qui a en charge la réglementation déchet. En effet aucun des deux ne pouvait trancher seul, l'un étant en charge d'appliquer la réglementation (MINEFI- Douanes) préparée par l'autre (MEDD).

Le résultat

Après plus d'un an de concertation, quelques échanges d'e-mails et quelques réunions, nous avons pu faire reconnaître que les stations traitant des effluents industriels ne peuvent être considérées comme des centres de traitement de déchets et donc ne peuvent être assujetties à la TGAP sur les déchets. C'est une première victoire mais pas la fin.

Il nous reste à faire reconnaître que des effluents aqueux ne peuvent être des déchets. Cela doit passer par une modification du code de l'environnement. Nous ne manquerons pas de vous tenir informés de la suite de nos démarches.

Contacts : Francis Delemotte
01 46 53 11 38 ou
Christian Lecussan
01 46 53 11 88

Les procédures amiante

Le contentieux de l'amiante est caractérisé par son éclatement qui trouve son fondement dans un foisonnement réglementaire.

Contentieux civils

Les salariés et anciens salariés (et même leurs héritiers) atteints par l'une des pathologies de l'amiante, peuvent faire reconnaître le caractère professionnel de la maladie. Ils peuvent saisir le Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale pour voir reconnaître la faute inexcusable de l'employeur, mais également le fond d'indemnisation des victimes de l'amiante (FIVA). Le T.A.S.S., lorsqu'il constate l'existence d'une pathologie de l'amiante inscrite aux Tableaux 30 et 30 bis, ainsi que l'exposition à l'amiante dans une entreprise qui est susceptible d'avoir utilisé de l'amiante, reconnaît très facilement le caractère professionnel de la maladie, ce qui permet au salarié d'obtenir une indemnité spécifique et une majoration de la rente.

Mais, si le salarié veut voir indemniser les préjudices annexes (pretium doloris, préjudice esthétique, préjudice d'agrément), il doit faire reconnaître la faute inexcusable.

Depuis 2002 la faute inexcusable est caractérisée dès lors que l'employeur n'a pas respecté l'obligation de sécurité qualifiée "d'obligation de résultat" alors même qu'il avait ou aurait dû avoir conscience du danger auquel il exposait l'employé. Cette obligation aboutit à une condamnation quasi systématique de l'employeur qui ne peut s'exonérer que s'il démontre qu'il a utilisé l'amiante pour protéger le salarié. La création du FIVA en décembre 2000 visait à remédier à la longueur de ces procédures. Ce fond a notamment pour objet

de réparer intégralement le préjudice subi par le salarié dont la maladie professionnelle est reconnue ou qui souffre d'une pathologie décrite par les Tableaux 30 et 30 bis. Dès lors que l'indemnisation a été fixée et acceptée par le salarié, le FIVA est subrogé dans les droits de ce dernier et se retourne vers l'employeur pour le remboursement des sommes versées.

Mais la responsabilité civile d'un entrepreneur peut être également engagée à l'égard de tiers sur le fondement des dispositions soit de l'article 1382 du Code Civil sur la faute, soit 1384 qui dispose notamment que l'on est responsable des choses que l'on a sous sa garde.

Ces dispositions permettent ainsi notamment à ceux qui ont été exposés à l'amiante du fait des bâtiments amiantés situés à proximité de leur logement ou ayant participé au nettoyage de vêtements imprégnés d'amiante de solliciter une indemnisation.

Actions pénales

A côté de ces actions civiles, peuvent être mises en oeuvre des actions pénales à l'initiative de salariés ou d'anciens salariés, mais également de personnes n'ayant pas de lien contractuel avec l'entreprise. Il en est ainsi pour la mise en cause dans le cadre de délit de mise en danger d'autrui qui est caractérisé par le fait d'exposer directement autrui par imprudence ou par manque à une obligation de sécurité susceptible d'entraîner un dommage corporel.

Les pouvoirs publics avec cet arsenal juridique ont tenté de réparer les conséquences de ce problème majeur de santé publique, ce dernier aurait certainement pu être limité s'il avait été pris à temps. Cette réaction tardive sert aujourd'hui de socle à la mise en cause de la responsabilité de l'Etat.

Marie-Alice JOURDE, Avocat.
Cabinet La Garanderie

brèves

■ 4^{ème} Village de la chimie :

9 et 10 mars 2007

6 000 jeunes collégiens, lycéens, étudiants et jeunes diplômés sont venus au 3^{ème} Village de la Chimie, soit une fréquentation toujours en augmentation par rapport aux éditions précédentes.

Ces jeunes viennent pour vous rencontrer sur les stands entreprises et les pôles métiers et échanger sur les métiers des chimistes et sur les parcours professionnels. Ils peuvent aussi rencontrer des enseignants et responsables d'établissements pour découvrir les filières de formation les plus adaptées pour exercer ces métiers.

Le succès de cette 4^{ème} édition dépend toujours de votre mobilisation et de votre participation à cette rencontre annuelle, temps fort des relations Ecole-Entreprise.

Contacts :

Valérie CAPELLE - 01 46 53 12 32
v.capelle@uic-idf.fr

Gilles LE MAIRE - 01 46 53 11 83
g.le.maire@uic-idf.fr

■ Mouvements à l'UIC Ile de France

Amélie CAYET remplace Mathieu TASCHER depuis le 15 septembre, au sein du département Santé, Sécurité et Environnement de l'UIC Ile de France.

Amélie CAYET, chimiste de formation a complété son cursus par un master professionnel en sécurité et environnement. Elle a rejoint l'UIC Ile de France après une première expérience au sein de l'UIC Picardie.

Contact :

Amélie CAYET - 01 46 53 11 89
a.cayet@uic-idf.fr

■ AFI 24 : les nouvelles sections de la rentrée 2006

- Une 3^{ème} option "Développement du Médicament" de la licence professionnelle (LP) industries chimiques et pharmaceutiques à l'Université de Paris 5 et à l'ETSL.

- La LP industries chimiques et pharmaceutiques "Développement et Production Pharmaceu-

tique" au CNAM et à l'Université de Chateaufort.

- Un Master Professionnel (MP) Santé publique et Management de la Santé spécialité "Marketing de la Santé" à l'Université de Paris 6.

- La transformation du Titre homologué de technicien Supérieur Spécialisé (THTSS) Bioexpérimentation Industrielle en LP option Bioexpérimentation industrielle au CNAM et à l'ESTBA.

Contact : www.afi24.org

■ Du nouveau à l'AFI 24

Philippe DESMOUCELLE a rejoint l'équipe des Chargés de Mission Apprentissage de l'AFI24, après une expérience de chargé de recrutement en agence d'intérim. Les six Chargés de Mission sont à votre disposition pour vous conseiller et vous accompagner dans vos souhaits de recrutement d'apprentis.

Contact : AFI 24 -
01 49 67 03 00

■ Formation : CCNIC

L'AFPIC Formation organise une formation sur les spécificités de la Convention Collective Nationale des Industries Chimiques le 7 novembre 2006.

Programme : Formation du contrat : embauchage, engagement, garantie à l'embauche, période d'essai.

Exécution du contrat : ancienneté, durée du travail, salaires.

Rupture du contrat : préavis, indemnités de licenciement, départ et mise à la retraite.

Animation : Le département social de l'UIC Ile de France

Lieu : Paris La Défense, à l'UIC Ile de France

Coût : 400 Euro H.T.

Contact : Jennifer COULON :
01 49 03 76 71

j.coulon@afpic.com

"Le catalyseur", lettre d'information de l'UIC Ile de France, Le Diamant A 92909 Paris la Défense Cedex.

Directeur de la publication :
Gérald LEHMANN : 01 46 53 12 29

Rédacteur en chef :

Gilles le MAIRE : 01 46 53 11 83

Secrétaire de rédaction :

Anne DELARGILLIERE : 01 46 53 11 80

Maquette et réalisation : VEGA